
Stephen Harper et l'Afrique : ignorance, désintérêt, compassion ou le business avant tout ?

Harper and Africa: ignorance, lack of interest, compassion or business first?

Marie Fall et Mamadou Dimé



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/515>

DOI : 10.4000/eccs.515

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015

Pagination : 105-129

ISSN : 0153-1700

Ce document vous est offert par Université du Québec à Chicoutimi – Bibliothèque Paul-Émile-Boulet



Référence électronique

Marie Fall et Mamadou Dimé, « Stephen Harper et l'Afrique : ignorance, désintérêt, compassion ou le business avant tout ? », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 78 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 11 mai 2023. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/515> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.515>

STEPHEN HARPER ET L'AFRIQUE : IGNORANCE, DÉSINTÉRÊT, COMPASSION OU LE BUSINESS AVANT TOUT ?

Marie FALL¹

Université du Québec à Chicoutimi

et

Mamadou DIMÉ²

Université Gaston Berger de Saint-Louis

Notre contribution a pour objectif de dresser le bilan des neuf années de Stephen Harper au pouvoir, du point de vue des relations entre le Canada et les pays d'Afrique subsaharienne, en ce qui concerne notamment les liens diplomatiques, l'aide au développement et les positions politiques sur les enjeux internationaux. Nous cherchons à mettre en exergue la manière dont Harper est parvenu à déconstruire et reconstruire la place du Canada en Afrique. Cette transformation de la présence canadienne s'est faite à partir de nouvelles orientations axées, moins sur la recherche du prestige à tout prix ou du rayonnement, mais plus sur des considérations technocratiques et donc davantage arrimées aux intérêts canadiens. Les valeurs sous-tendant l'approche du gouvernement Harper vis-à-vis du continent africain sont : la compassion pour les pays les plus pauvres et l'utilitarisme économique au profit des mieux lotis.

Our contribution aims to assess nine years of Prime Minister Stephen Harper's African policies regarding the relations between Canada and sub-Saharan African countries in terms of diplomatic relations, development aid and positions on international issues. We seek to highlight how Harper has managed to deconstruct and rebuild Canada's place in Africa on a new basis which is less centered on ideology and dogmatism, less international prestige-oriented, more technocratic and more focused on Canadian interests, etc. We also examine the rise of new political values such as compassion for the poorest countries and economic utilitarianism with the better off.

Introduction

Depuis son arrivée au pouvoir en 2006, Stephen Harper s'est attelé à refaçonner l'image du Canada notamment sur le plan des politiques publiques, du rôle de l'État et de la place du secteur privé ainsi que des valeurs canadiennes (BORDELEAU-ROY 2013 ; MASSIE 2011 ; SEGAL 2006). Il n'est donc pas surprenant que la politique étrangère du Canada, de même que le dispositif et les orientations de son aide internationale, soient affectés par ce processus de

¹ Professeure Marie Fall, Département des sciences humaines et sociales, Responsable du Laboratoire d'études et de recherches appliquées à l'Afrique (LERAA), Université du Québec à Chicoutimi.

² Professeur Mamadou Dimé, Département de sociologie, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal, Chercheur associé au LERAA, Québec, Canada

transformation de son identité (BROWN, HEYER ET BLACK 2014). Dans ce contexte, les relations entre le Canada et les pays d'Afrique subsaharienne offrent une perspective pertinente pour apprécier les changements de priorités et d'engagements que les neuf années de gouvernement conservateur ont induits et qui touchent les échanges économiques, la coopération internationale, les options et positions géopolitiques et géostratégiques du Canada sur les grands enjeux du moment (terrorisme, économie, sécurité internationale, migrations, santé, croissance démographique, environnement et changement climatique, etc.).

Les choix diplomatiques du Canada ont beaucoup changé depuis l'élection de Stephen Harper (MORIN ET ROUSSEL 2014). La politique canadienne envers l'Afrique a, dans ce cadre, connu plusieurs revirements au cours des neuf dernières années (2006 à 2015). La diminution de l'enveloppe de l'aide internationale, le resserrement des critères d'attribution de celle-ci au détriment des pays pauvres et au profit des pays à revenu intermédiaire (incluant de fait moins de pays africains éligibles), les changements apportés au financement des organisations non gouvernementales (ONG) et l'abolition de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ainsi que la faible visibilité diplomatique de Harper sur le continent (uniquement cinq visites de représentation lors de sommets officiels en neuf ans) sont, aux yeux des Africains, autant d'indicateurs du passage d'un Canada « africanophile », « généreux bienfaiteur », « soldat de la paix » et surtout « sensible » aux drames du continent à un Canada « austère », « militariste » et plus « compatissant » que réactif au sort de l'Afrique (DESCOTEAUX 2012 ; KANINDA-MUANA 2012). Ne pourrait-on pas alors y voir autant de signes flagrants d'un désintérêt et d'un désengagement du Canada envers l'Afrique au profit de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est ?

Cette contribution a pour ambition de faire le bilan de la politique de Stephen Harper, à la tête du Canada, du point de vue des relations avec les pays d'Afrique subsaharienne. La question à laquelle nous tentons de répondre est de savoir si Stephen Harper a été moins « africain » que ses prédécesseurs, dont Jean Chrétien qui, malgré les coupes drastiques de son gouvernement à l'aide au développement et l'accent mis sur la sélectivité, l'efficacité et les conditionnalités, jouissait d'une réelle notoriété sur le continent. Nous cherchons surtout à mettre en exergue la manière dont Harper est parvenu à déconstruire et à reconstruire la place du Canada en Afrique sur de nouvelles bases. La première réforme a porté sur un investissement plus important du gouvernement fédéral dans des programmes axés sur la santé de la mère et de

l'enfant, tandis que l'autre a donné la priorité à un accompagnement des entreprises d'extraction minière de façon à rendre leurs activités plus importantes sur le continent africain. Il s'agit là d'un profond changement de la politique de coopération canadienne en Afrique, laquelle avait toujours privilégié les actions de développement et de renforcement des processus démocratiques à travers des investissements, par exemple dans l'agriculture, l'éducation et la formation des élites (journalistes, ingénieurs, société civile, etc.), l'environnement et la lutte contre les inégalités, entre hommes et femmes notamment (MAECD, 2014).

1) De la générosité au pragmatisme. Une brève synthèse des fondements de la présence canadienne en Afrique

Les débuts de la présence canadienne en Afrique peuvent être situés dans les années 1960 après la vague d'accession à l'indépendance de la majorité des pays de ce continent, à cette période. Sans passé colonial, sans pré-carré à défendre ou de sphère d'influence à préserver, le Canada a réussi à construire avec les pays africains nouvellement indépendants des relations commerciales et diplomatiques sous le sceau de la « générosité », de la « compassion » et de la recherche de débouchés commerciaux (SEGAL 2006 ; KANINDA-MUANA 2012). La réputation du Canada comme « généreux bienfaiteur », « compatissant au sort » du continent et engagé dans des relations fondées sur le « respect mutuel »³ date ainsi de cette période. Le pays était à cette période dans une dynamique de construction de son système de coopération internationale, influencé, en grande partie, par les caractéristiques d'infatigable soldat, pacifique et engagé dans les « opérations de maintien de la paix » (BEAUDET 2009 ; AUDET, DESROSIERS ET ROUSSEL 2008 ; MASSIE ET ROUSSEL 2008).

La présence canadienne en Afrique a été amorcée par les missionnaires canadiens. Il s'agit d'une tradition d'intervention inaugurée avec les « pères québécois » en mission dans les pays francophones, pour des actions d'évangélisation doublées d'œuvres caritatives (BEAUDET 2009). L'ancrage de la présence canadienne en Afrique s'est systématisé et institutionnalisé avec la création de l'Agence canadienne pour le développement internationale (ACDI) en 1968 qui a ainsi joué un rôle important dans l'allocation de l'aide canadienne pour les pays africains (TOMLINSON 2008). Depuis les années 1960,

³ Loin de l'arrogance et du complexe de supériorité des anciens colonisateurs européens.

l'époque des indépendances africaines, jusqu'au changement de politique en matière d'aide au développement à partir des années 2000, le Canada s'est distingué par sa présence à travers des programmes bilatéraux et multilatéraux, la coopération décentralisée et l'aide humanitaire. Il n'est pas surprenant que ce continent soit resté, pendant longtemps, la zone d'intervention privilégiée des ONG et des autres acteurs de la société civile canadienne (syndicats, congrégations religieuses, associations, corporations professionnelles, etc.).

Pendant quatre décennies (1960-2000), l'action canadienne s'est orientée vers l'appui à la prise en charge de quelques besoins dont certains relevaient de véritables défis de développement sur le continent. Dans le domaine de l'éducation, par exemple, on peut rappeler les créations au Sénégal du Centre d'étude des sciences et techniques de l'information (CESTI) et de l'École polytechnique de Thiès qui sont respectivement les premières écoles de journalisme et de formation d'ingénieurs en Afrique francophone. Le Canada fut également un des précurseurs en matière de coopération dans le domaine de la maîtrise de l'énergie en milieu rural africain. Au Burkina Faso, par exemple, avec l'appui technique de l'École polytechnique de Montréal, la coopération canadienne a financé sept projets de technologies solaires appliquées dans sept villages. Au Mali, le gouvernement canadien est souvent intervenu pour appuyer la modernisation du secteur agricole. Il a, par exemple, en 2001 financé le projet de réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles dans la zone de l'Office du Niger. Au début des années 2000, le Canada avait commencé une diversification de ses axes d'intervention en ciblant de nouvelles thématiques comme la pauvreté, l'analphabétisme, les conflits, la crise environnementale, la famine, la corruption, etc. (MAECI 2005). Dans un contexte marqué par l'ampleur des besoins, l'aide canadienne en Afrique s'est distinguée par sa concentration dans des secteurs comme l'éducation de base, la gestion de l'environnement et les inégalités de genre. Dans la majorité des pays africains, la coopération canadienne a été principalement orientée vers ces secteurs au point que, dans certains pays comme le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Ghana, ou la Tanzanie, les programmes canadiens de développement sont toujours associés à ces domaines (MAECI 2005 ; MAECD 2015).

Un élément important à rappeler est que les valeurs telles que la paix et la générosité et les priorités comme la lutte contre le sous-développement, autour desquelles a été bâtie la politique canadienne en Afrique, de même que le dispositif d'organisation de l'aide canadienne (modes de financement et d'administration, acteurs-clefs) ont beaucoup évolué depuis 1960. Elles l'ont été au gré des changements de gouvernement et des agendas des partis au

pouvoir, de la conjoncture économique canadienne mais également du contexte géopolitique mondial (BLACK 2014 ; BROWN, HEYER ET BLACK 2014 ; THEDE 2013 ; GOYETTE 2011 ; MARCLAY 2008 ; AQOCI 2006 ; AUDET, DESROSIERS ET ROUSSEL 2008).

Le tableau ci-dessous présente cette évolution à partir d'une vue synoptique des permanences et des ruptures de l'aide canadienne au développement, des années 1960 à nos jours.

Tableau 1 : Évolutions et caractéristiques de l'aide canadienne au développement de 1960 à aujourd'hui

Périodes	Priorités et stratégies	Caractéristiques
1960-1968	Commerce Multilatéralisme Internationalisme	Primat des intérêts commerciaux du Canada Aide canadienne fortement influencée par la politique d'aide de la Grande Bretagne (politique d'aide commerciale envers les pays anglo-saxons)
1968 jusqu'à 1978	Motivations idéalistes	Mise en avant des besoins humanitaires et de développement des pays bénéficiaires
De 1978 à 1996	Intérêts commerciaux et économiques canadiens	Ouverture vers la francophonie Bouleversements dans les politiques de l'aide canadienne
1996 à 2006	Débat sur l'efficacité de l'aide Revirement stratégique à cause des transformations géopolitiques causées par les attentats de septembre 2001 à New York	Politique d'aide internationale plus bureaucratifiée et arrimée à une gestion axée sur les résultats : idéologie gestionnaire et langage technocrate Transformation en profondeur des mécanismes d'attribution de l'aide Révision des critères de choix des pays partenaires et les orientations sectorielles Évènements du 11 septembre 2001 à New York et triomphe du concept de

		sécurité humaine et des 3D (Diplomatie, défense, développement)
2006 – aujourd'hui	Commerce et intérêts géopolitiques (sécurité nationale et lutte contre le terrorisme) Accent sur l'efficacité de l'aide Poursuite de la transformation de l'aide canadienne Changement des domaines prioritaires et des pays de concentration	Enchâssement plus accru de l'aide au développement aux objectifs de politique étrangère et aux intérêts économiques canadiens Approche intégrée de la politique internationale : mise en commun des ressources Obligation d'aggiornamento des OCI aux priorités du gouvernement ONG comme « instruments » de politique étrangère Intégration de l'ACDI dans le ministère des Affaires étrangères et du commerce international pour former le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) « Forme de professionnalisation de l'aide » (accroissement des financements d'ONG à vocation religieuse) « Régionalisation des financements » (ONG de l'Ouest plutôt que l'Est) Priorisation de l'Amérique latine et de l'Asie au détriment de l'Afrique Stratégie « Mines et développement »

Tableau élaboré d'après MAECI (2005) ; AUDET (2012) ; MAECD (2014, 2015) ; AUDET ET NAVARRO-FLORES (2014a) ; BROWN, HEYER ET BLACK (2014).

On observe avec ce tableau que les relations entre le Canada et les pays africains sont un baromètre des transformations majeures des orientations de la politique étrangère canadienne. En effet, suivre leur évolution nécessite non seulement qu'on s'intéresse à la géopolitique mondiale mais également qu'on prête attention aux dynamiques internes à l'économie canadienne et surtout aux choix politiques en vigueur à certains moments de l'histoire. Par exemple, on peut noter que la place prise par les valeurs chrétiennes dans la politique menée par les Conservateurs à l'intérieur du Canada se prolonge dans les orientations

données par ces derniers à la coopération en Afrique. Par conséquent, à l'instar de tous les pays occidentaux, la politique étrangère canadienne n'est pas figée. On pourrait même ajouter qu'elle s'opère et se réajuste en grande partie à partir de la conjoncture nationale, particulièrement aux plans politique et économique. C'est pourquoi, bien que le continent africain bénéficie encore de la générosité canadienne, il est clair que sa place, prioritaire auparavant, a été remise en question. Cette situation s'est certes accentuée à l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper mais elle était déjà amorcée sous le gouvernement du Parti libéral. En effet, le virage vers la sélectivité de l'aide canadienne qui s'est traduit par le choix d'un nombre de pays sur lesquels se concentrait l'aide canadienne, a débuté sous Jean Chrétien. De même, c'est sous Paul Martin comme ministre des Finances, dans un gouvernement majoritairement libéral, au début des années 2000, que des coupes importantes ont été apportées à l'enveloppe internationale dans un contexte de recherche effrénée du retour à l'équilibre budgétaire (AUDET, DESROSIERS ET ROUSSEL, 2008).

2) Stephen Harper et l'héritage de la politique canadienne en Afrique subsaharienne

Un recentrage de la présence canadienne en Afrique amorcé bien avant l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper

Stephen Harper est arrivé au pouvoir en février 2006 après plusieurs années d'exercice du pouvoir par le Parti libéral sous Jean Chrétien (novembre 1993 à décembre 2003) puis de Paul Martin (décembre 2003 à février 2006). Par l'ampleur des transformations apportées au dispositif d'aide au développement et dans le réaligement de la politique étrangère du Canada (MASSIE 2011; BOILY 2007), on pourrait être tenté de croire qu'Harper a été le principal artisan de la diminution de l'enveloppe budgétaire consacrée à l'aide internationale, du resserrement de ses critères d'attribution et de son redéploiement vers d'autres pays. Or, un examen minutieux des choix faits depuis le début des années 2000 permet de voir que ce processus remonte à bien avant son arrivée au pouvoir. En réalité, le virage de l'aide canadienne vers plus de sélectivité a commencé sous le gouvernement du Parti libéral, précisément pendant la période de la lutte contre le déficit, sous les auspices du ministre des Finances de l'époque Paul Martin. Ce fut un contexte international marqué par une remise en question, à l'échelle de la plupart des pays occidentaux, des systèmes de gestion et des montants engagés au titre de l'aide au développement (BROWN 2008). Il est même possible de remonter jusqu'à l'époque du gouvernement

conservateur de Brian Mulroney, pour trouver les prémices des politiques de recentrage de l'aide canadienne au développement de l'Afrique.

Mais cette révision s'est surtout intensifiée, à partir des années 2000, avec le Parti libéral notamment par l'emphase mise sur le terme de « sélectivité » dans les documents de politique internationale ainsi que dans le choix des critères d'attribution de l'aide canadienne. Il faut souligner que cette focalisation sur la sélectivité est survenue chez les bailleurs de fonds comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à la suite du triomphe des thèses néolibérales du Consensus de Washington en 1989⁴ et de la Déclaration de Paris⁵ en 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement (CAMPBELL 2015; GOODY 2011). Avec l'arrimage de l'aide canadienne à ce nouveau paradigme, dorénavant, le maître-mot des politiques canadiennes dans ce domaine est la recherche de la sélectivité à tout prix. Ce qui a débouché sur la sélection de pays où se concentrait l'aide canadienne, sur la diminution du pourcentage du revenu national brut (RNB) consacré à l'aide au développement et sur la

⁴ Le Consensus de Washington désigne un ensemble de mesures économiques inspirées par l'idéologie néolibérale et appliquées sous la houlette du FMI et de la Banque mondiale en vue de réduire la dette des pays d'Afrique et d'Amérique latine. Le Consensus de Washington a servi de socle aux programmes d'ajustement structurel mis en œuvre dans la majorité des pays africains, de la fin des années 80 au début des années 2000. Elles ont été perçues comme ayant beaucoup contribué à la dégradation des conditions d'existence. Parmi les mesures-phares du Consensus de Washington, on peut notamment citer une réduction des dépenses publiques dans les secteurs sociaux (éducation, santé, habitat), l'encouragement du désengagement de l'État, la libéralisation du commerce extérieur, la privatisation des entreprises publiques, la déréglementation des marchés, etc.

⁵ La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement désigne une charte rédigée en 2005 sous l'égide du Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE). Elle a été adoptée par les grandes agences d'aide internationale comme, par exemple, l'USAID (États-Unis), l'AFD (France), DFID (Royaume Uni), l'ACDI (Canada), le SIDA (Suède) pour réviser leurs principes de l'allocation de leur aide. La Déclaration de Paris a affirmé la nécessité d'une augmentation significative de l'aide au développement. Elle est organisée autour de cinq grands principes :

1. l'appropriation, les pays bénéficiaires de l'aide exercent une réelle maîtrise sur leurs politiques et stratégies de développement et assurent la coordination de l'action à l'appui du développement ;
2. l'alignement, les donateurs font reposer l'ensemble de leur soutien sur les stratégies nationales de développement, les institutions et les procédures des pays partenaires ;
3. l'harmonisation, les actions des donateurs sont mieux harmonisées et plus transparentes, et permettent une plus grande efficacité collective ;
4. la gestion axée sur les résultats, elle implique de gérer les ressources et d'améliorer le processus de décision en vue d'obtenir des résultats ;
5. la responsabilité mutuelle, les donateurs et les pays partenaires sont responsables des résultats obtenus en matière de développement.

révision des programmes auxquels pouvaient accéder les ONG (AUDET, DESROSIERS ET ROUSSEL 2008).

Ce cap vers la sélectivité s'est donc matérialisé, en décembre 2002, par la décision du Canada de concentrer une partie importante de son aide dans six pays d'Afrique : Éthiopie, Ghana, Mali, Mozambique, Sénégal et Tanzanie. Cette décision a semé l'émoi dans les cercles diplomatiques africains à Ottawa et a été critiquée avec virulence par les organismes canadiens de coopération internationale qui ont interprété cette mesure comme un abandon du continent, au moment où il avait le plus besoin de soutien international. La sévérité des critiques a, entre autres, été à l'origine en avril 2005, du choix de huit nouveaux pays africains partenaires du développement : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Kenya, Malawi, Niger, Rwanda et Zambie.

Aujourd'hui, les pays africains de concentration de l'aide canadienne sont au nombre de dix : le Bénin, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, le Mali, le Mozambique, la République démocratique du Congo, le Sénégal, le Soudan du Sud et la Tanzanie. Les objectifs prioritaires du Canada en matière de développement international depuis 2006 se résument à assurer l'avenir des enfants et des jeunes, améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, accroître la sécurité alimentaire et favoriser une croissance économique durable. En réalité, de tels objectifs procèdent d'un recentrage plus global de l'aide internationale au développement au sortir de la Conférence du Caire sur la population et le développement. Tenue en 1994, cette conférence a introduit un important changement d'approche dans les façons de faire le développement économique dans les pays du sud. Elle a redéfini l'approche stratégique du développement en y incluant le bien-être de la mère et de l'enfant et la notion de durabilité. Pour ce qui est de l'actuelle politique étrangère du Canada en Afrique subsaharienne, quatre objectifs majeurs sont identifiés : soutenir le développement, promouvoir la démocratie, promouvoir la paix et la sécurité et promouvoir les liens commerciaux et économiques (MAECD 2015).

L'établissement d'une liste de pays sur lesquels se concentre l'aide canadienne est un révélateur de la réorientation de l'aide publique au développement (APD) selon la logique économique néolibérale⁶ (THEDE 2013) sous le règne du

⁶ En Afrique, la politique de coopération d'inspiration néolibérale est un tournant important dans la définition des politiques publiques de développement. Elle s'est traduite, d'une part, par un effacement progressif des États centraux dans la prise en charge des grandes questions comme l'éducation, la santé et l'agriculture et, d'autre part, par la montée en puissance des organisations non-gouvernementales qui agissent plutôt au niveau local, avec des populations appelées à être plus

Parti libéral. Paul Martin, en tant que ministre des Finances (de 1993 à 2002), a joué un rôle déterminant par ses compressions dans les budgets consacrés à l'APD, en raison de ses politiques de lutte contre le déficit. C'est sous le gouvernement de Jean Chrétien qu'a été impulsé l'arrimage plus accru de l'aide au développement aux intérêts de la politique extérieure canadienne. Dans ce cadre, le ministère des Finances, tout comme le ministère des Affaires étrangères, ont vu leur poids renforcé dans la définition des politiques internationales. De même, les premiers actes de la priorisation de l'approche sécuritaire en politique étrangère et dans l'aide au développement, ont été posés sous Jean Chrétien. Il faut dire que le contexte géopolitique a été déterminant dans le triomphe de cette approche sécuritaire qui s'est généralisée chez la plupart des grandes agences d'aide internationale, au lendemain des attentats de New York et de l'invasion militaire américaine en Irak (MARCLAY 2008 ; SIMPSON 2005).

Les révisions que Jean Chrétien puis Paul Martin ont introduites dans l'aide au développement du Canada, contrastent avec leur engagement sur le continent et la réputation qu'ils ont pu y acquérir, surtout à la fin de leurs mandats comme premiers ministres. Cette situation vaut plus pour Jean Chrétien qui, durant ses dernières années à la tête du Canada, a pu jouir d'une réputation d'homme politique sensible aux problèmes du continent, au point qu'il a été surnommé « Chrétien l'Africain ». Ce surnom, qui témoigne d'une reconnaissance et d'une affection de la part des Africains, Jean Chrétien l'a obtenu à la suite de ses nombreuses visites sur le continent et des multiples initiatives prises en faveur de l'aide à l'Afrique. Il a ainsi été l'un des rares chefs d'État occidentaux à soutenir publiquement le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD⁷). Il a également réussi à placer l'Afrique au centre de l'agenda du sommet du G8 tenu à Kananaskis, en Alberta, en juin 2002 en soulignant à chaque fois qu'« aider l'Afrique, ce n'est pas de la charité, c'est un investissement. » Il s'est aussi distingué par d'autres initiatives comme une ouverture du marché canadien aux produits africains, à travers une modification de la Loi sur les brevets et la Loi sur les aliments et

responsables de leur développement et des bailleurs de fonds qui assurent les financements et le suivi par la mise en place de dispositifs autour de la «gouvernance» et de la «durabilité». Dans ce réaménagement des politiques de développement, le plus important à noter, c'est le changement intervenu au niveau des rôles de chaque acteur. L'État central, organisateur, planificateur et agissant sur le terrain, se retrouve dans des tâches d'harmonisateur – si nécessaire – et de régulateur au niveau national, les niveaux locaux et régionaux devenant les lieux d'expression des ONG, des bailleurs de fonds et des acteurs locaux.

⁷ Plan élaboré sous les auspices des Présidents Abdoulaye Wade du Sénégal, Olesegun Abasanjo du Nigeria, Abdelaziz Bouteflika de l'Algérie et Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud.

drogues surnommé *Engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique* (EJCA), ainsi que la promotion de l'installation du secteur privé canadien dans les pays africains. La présence diplomatique de Jean Chrétien et plus tard de Paul Martin en Afrique, les initiatives qu'ils ont su mettre en place, notamment leur rôle dans l'annulation de la dette de pays africains très endettés, mais également leur connaissance des réalités du continent, tranchent avec les politiques menées par les gouvernements Harper, minoritaire en 2006 puis majoritaire après 2011. Les relations entre le Canada et l'Afrique n'ont pas échappé à l'entreprise de « refaçonnement » du pays par Stephen Harper à l'aune des valeurs du conservatisme canadien (BOILY 2007).

3) Stephen Harper et l'Afrique : méconnaissance, désintérêt ou timide réveil dicté par les enjeux géostratégique, politique et économique ?

Il est important de rappeler que Stephen Harper est arrivé au pouvoir, dans un contexte où la politique étrangère et l'aide au développement du Canada avaient déjà connu des transformations en profondeur. Il a poursuivi un processus de réorientation de la politique extérieure canadienne qui impliquait une approche sécuritaire plus axée sur les intérêts économiques canadiens (BROWN, HEYER ET BLACK 2014 ; GOYETTE 2011 et 2014; MASSIE 2011). Il s'agit d'une tendance amorcée au début des années 2000 mais qui s'est amplifiée avec la mise en œuvre du programme électoral du Parti conservateur. En tant que conservateur, Stephen Harper met en avant une politique économique centrée sur une réduction de la taille de l'appareil gouvernemental et la promotion des entreprises privées, ainsi que sur une politique nationale qui insiste sur la loi et l'ordre, la restauration des symboles royaux, le renforcement de l'unité et le culte d'un nationalisme canadien (BOILY 2007). Ses détracteurs n'ont d'ailleurs cessé de mettre en relief sa faible connaissance des enjeux internationaux et de la politique extérieure canadienne (MARISSAL, 2013 ; DESCOTEAUX 2012).

La vision « harperienne » de l'Afrique : continent en perdition ou zone d'avenir pour les entreprises canadiennes ?

La vision *harperienne* du rôle international du Canada doit être analysée à l'aune de l'idéologie conservatrice. Elle est en partie basée sur des principes de compassion morale envers les groupes démunis et les pays vulnérables sans une réelle interrogation ni une remise en cause du système économique producteur de logiques d'inégalités et d'exclusion sociale. Jusqu'à son arrivée au pouvoir, il n'avait jamais séjourné sur le continent africain et durant ses mandats, il ne

s'y est rendu qu'à deux reprises en n'y visitant que cinq pays en tout. Les raisons de ses deux déplacements étaient des conférences internationales : les sommets de la francophonie en 2012 à Kinshasa et en 2014 à Dakar. Il en a profité pour séjourner brièvement au Sénégal, au Ghana, en Tanzanie, en Afrique du Sud et au Mozambique. Il a brièvement séjourné en Afrique du Sud à l'occasion des obsèques de Nelson Mandela. Son premier déplacement en terre africaine a eu lieu six ans après sa première élection et, depuis qu'il est à la tête du gouvernement, rares sont les chefs d'État d'Afrique subsaharienne qui ont été accueillis en visite officielle au Canada.

Dans un contexte de compressions drastiques pour un retour rapide à l'équilibre budgétaire, les années Harper se sont traduites par la suppression de postes diplomatiques⁸, la fermeture du bureau régional pour l'Afrique centrale et de l'Ouest, et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) à Dakar qui desservait jusqu'alors les pays d'Afrique francophone, notamment en matière de soutien à la recherche. Par ailleurs, le gouvernement Harper a souhaité renforcer le rayonnement international du Canada par la mise en place d'une diplomatie militariste, comme le met en lumière l'engagement militaire canadien en Afghanistan. Harper a longtemps tablé sur l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. De ce fait, ses diplomates ont cherché à mettre en échec les initiatives des pays africains pour l'octroi d'un siège au Conseil de sécurité au groupe de ces pays.

On a ici une palette de faits et de décisions qui semblent montrer un faible attrait de Stephen Harper pour l'Afrique. Peut-on pour autant en conclure à un désintérêt de Stephen Harper pour le continent ou à une forme de cécité sur les opportunités d'expansion économique pour les entreprises canadiennes ? Il n'est pas possible de retrouver dans les discours de Stephen Harper des éléments amenant à répondre par l'affirmative à cette question. Cependant, ses discours ne sont pas pour autant « africanophiles ». En l'absence de prises de position publiques de la part de Stephen Harper pouvant permettre de retrouver les linéaments d'une politique africaine, comme un ensemble structuré de

⁸ Les ambassades du Canada en Guinée Conakry et au Gabon ont été fermées en 2006. Le haut-commissariat du Canada au Malawi a été fermé en 2009. Le bureau d'ambassade du Canada au Niger a été supprimé en 2013. L'ambassade du Canada au Cameroun est devenue un haut-commissariat et il polarise les pays d'Afrique centrale comme le Gabon, la Guinée Équatoriale, la République centrafricaine, Sao Tome & Principe et le Tchad où le Canada ne possède pas de représentation diplomatique. Tel a également été le sort de l'ambassade du Canada en Zambie. La fermeture d'ambassades canadiennes a pourtant coïncidé avec l'ouverture d'ambassades ou de bureaux commerciaux dans des pays émergents à revenu intermédiaire, en Asie et en Amérique latine.

programmes et d'actions sous-tendues par une vision idéologique, nous ne pouvons que nous fonder sur certaines déclarations de ministres de Harper et de députés du Parti conservateur. Nous accordons, en outre, une importance cruciale aux actes posés par Harper en matière de politique étrangère, ainsi qu'aux réformes entreprises dans l'aide au développement afin de rassembler des éléments permettant de décrypter l'évolution des rapports entre le Canada et les pays d'Afrique sous le régime de Stephen Harper.

Le continent « noir » n'a guère suscité d'intérêt particulier pour les Conservateurs à leur arrivée au pouvoir en février 2006. La vision de l'Afrique qui domine dans leur plateforme électorale est celle d'un continent doté d'un espace commercial faiblement attractif et d'économies peu dynamiques, avec des opportunités économiques relativement médiocres. Tout au plus, les ressources naturelles dont sont dotés certains pays, sont de nature à attirer les entreprises canadiennes de l'industrie extractive, particulièrement l'exploitation aurifère. Une vision critique se dégage auprès des membres du Parti conservateur sur la pertinence de continuer à injecter l'argent des contribuables sur l'aide canadienne au développement, dans un continent de dictatures, miné par la corruption et étranglé par l'ampleur de ses problèmes de développement : pauvreté, analphabétisme, épidémies, déficit infrastructurel, violence, démographie galopante, etc. (MASSIE 2011).

La remise en cause de l'aide canadienne à l'Afrique a pris une tournure plus marquée dès l'installation de Stephen Harper au pouvoir, avec la publication en 2007, d'un rapport du comité sénatorial permanent des Affaires étrangères et du Commerce international du Sénat canadien. Ce texte critique fortement les 40 ans d'aide au développement de l'Afrique. Intitulé *Surmonter 40 ans d'échec: nouvelle feuille de route pour l'Afrique subsaharienne*. Le rapport a déclenché une levée de boucliers dans le champ de la coopération internationale canadienne par la tonalité fortement pessimiste de son bilan de l'aide pour l'Afrique subsaharienne (BROWN ET JACKSON 2009). L'aide canadienne au développement est jugée « lente », « inflexible » et « pas adaptée » aux conditions réelles des pays bénéficiaires. « Les 12,8 milliards de dollars injectés par le Canada depuis 1968 dans cette partie du monde n'ont eu que très peu d'impacts dans l'atténuation de la pauvreté des Africains » (Comité permanent du Sénat sur les Affaires étrangères et le Commerce international 2007).

L'une des mesures radicales préconisées dans le rapport est le démantèlement de l'ACDI et sa fusion avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour créer l'énorme ministère des Affaires Étrangères,

du Commerce et du Développement (MAECD). Vertement critiqué et jugé irréaliste à l'époque, le scénario de l'absorption de l'ACDI est devenu réalité dans le budget en février 2013, sous une rubrique intitulée « Optimiser les possibilités de synergies internationales ». La parution du rapport, une année après l'arrivée au pouvoir de Harper, testait ainsi l'opinion publique sur la possibilité d'introduire de futures réformes dans le dispositif de l'aide canadienne.

L'aveu d'échec du développement en Afrique, quoique rejeté par une bonne partie des analystes (BROWN ET JACKSON 2009), permettait au Canada de privilégier des régions présentant des opportunités économiques nettement plus attractives pour le Canada que l'Afrique. Avec l'intensification des relations économiques et commerciales avec les pays d'Amérique latine et d'Asie, de nouvelles zones d'intérêt pour les investissements et l'aide du Canada, ont émergé sous les gouvernements Harper. C'est d'ailleurs à ce titre que des pays à revenu intermédiaire ou considérés sur la voie de l'émergence ont été confirmés en juillet 2014 comme les nouveaux bénéficiaires de l'aide canadienne : Indonésie, Vietnam, Pérou, Jordanie, Colombie.

Tableau 2 : Pays de concentration de l'aide canadienne (en date de juillet 2014)

<p>Amériques : Programme régional des Caraïbes, Colombie, Haïti, Honduras, Pérou</p> <p>Asie : Afghanistan, Bangladesh, Indonésie, Mongolie, Myanmar, Philippines, Viêtnam</p> <p>Europe de l'Est : Ukraine</p> <p>Afrique du Nord et Moyen-Orient : Cisjordanie et Gaza, Jordanie</p> <p>Afrique : Bénin, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Éthiopie, Ghana, Mali, Mozambique, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie</p>

Source : MAECD 2015

Sous Harper, le Canada s'est éloigné de l'Afrique et des pays les plus pauvres pour se tourner vers des pays économiquement mieux lotis et identifiés comme étant des priorités pour la promotion des intérêts politiques, commerciaux et des investissements canadiens. Par rapport à la liste de 2009, six pays africains ont été retirés en 2014 de la liste des pays sur lesquels se concentre l'aide canadienne. Il s'agit du Cameroun, du Kenya, du Malawi, du Niger, du Rwanda et de la Zambie.

4) Évolutions récentes des choix de Stephen Harper dans les relations entre le Canada et l'Afrique

Un processus continu de transformation des orientations de l'aide canadienne au développement sous Harper

Dès sa réélection en 2011, avec cette fois-ci une majorité au Parlement, Stephen Harper s'est réellement lancé dans une entreprise de réorganisation du dispositif et des orientations de l'aide canadienne au développement. Cette entreprise avait pour objectif principal d'arrimer la coopération internationale canadienne à quelques éléments-clés du programme des Conservateurs : la compassion morale, davantage de conditionnalités et l'instrumentalisation des financements. Cette réorientation de la coopération s'est traduite par un financement plus important d'organismes à vocation religieuse situés dans la base électorale du Parti conservateur, dans l'Ouest canadien, et des coupures de financement à des organismes progressistes et surtout critiques envers l'action internationale du gouvernement fédéral. Parmi ces organismes, on peut citer *KAIROS, Alternatives, Développement et Paix*. Cette réorientation s'est aussi exprimée à travers la dissolution de l'organisme parapublic *Droits et Démocratie* créé en 1988 sous Brian Mulroney et chargé de promouvoir les valeurs de démocratie et de liberté dans le monde. Le gouvernement Harper l'a fait remplacer par un Bureau de la liberté de religion du Canada (CAMPBELL 2015; BROWN, HEYER ET BLACK 2014 ; GOYETTE 2011).

Malgré le battage publicitaire fait autour de la naissance de programmes dans le domaine de la santé maternelle et infantile⁹, le gouvernement Harper s'est distingué par sa tendance à la réduction continue des sommes consacrées à l'aide internationale. Par exemple, en 2010-2011, l'aide internationale comptait pour 0,34% du produit intérieur brut (PIB), mais elle a chuté à 0,27% deux ans plus tard (GRUDA 2013), ce qui est évidemment loin de la norme onusienne de 0,7% du revenu national brut devant être consacré à l'aide internationale (BROWN, HEYER ET BLACK 2014).

⁹ En mai 2014, Stephen Harper a annoncé que le Canada allait investir 3,5 milliards de dollars pour lutter contre la mortalité maternelle et infantile dans les pays en développement. Cet investissement faisait suite à l'Initiative de Muskoka pour la santé maternelle, néonatale et infantile mise en œuvre en 2010 pour réduire le nombre de décès chaque année de mères, nouveau-nés et jeunes enfants dans les pays sous-développés.

La « confessionnalisation » de la politique de l'aide canadienne – soit une tendance à privilégier les groupes religieux dans l'accès aux financements pour la mise en œuvre de projets de coopération internationale ; mais également la neutralisation de toute parole critique ou dissidente des ONG – surtout de gauche ou à tendance progressiste – en menaçant leur accès aux subventions publiques ; la férocité de la compétition entre organismes de coopération internationale devant le tarissement des programmes disponibles – dans un contexte de multiplication des procédures bureaucratiques –, sont autant de critiques adressées à Stephen Harper (AUDET, PAQUETTE ET BERGERON 2014; AUDET ET NAVARRO-FLORES 2014b; BLACK 2014). Pour ce qui est de l'encouragement des organismes voués au prosélytisme religieux, François Audet (2012) a établi une compilation qui montre que de 2005 à 2010, les subventions des ONG laïques ont augmenté de 5%, passant de 226 à 237 millions (MARISSAL 2013; GRUDA 2013). Pendant la même période, l'enveloppe annuelle des ONG religieuses est passée de 90 à 129 millions, soit une hausse de 42%. Une bonne proportion de cette augmentation est allée à une douzaine d'ONG de l'Ouest canadien, qui ont reçu 50 millions en 2010, contre 29 millions cinq ans plus tôt – une hausse de 72%. Or, ces ONG associent à leur mission un volet ouvertement dédié à l'évangélisation dans des pays africains comme l'Ouganda, la Tanzanie, etc. (GRUDA 2013; MARISSAL 2013).

Les ONG religieuses ne sont pas les seuls acteurs à bénéficier des nouvelles orientations de l'aide canadienne sous le règne de Stephen Harper. Ce dernier a introduit une nouvelle pratique surnommée le « virage minier » (GOYETTE 2014). Ce virage est intervenu en 2011 avec la mise en place d'un programme censé promouvoir une « alliance » entre ONG et entreprises minières canadiennes, pour la mise en œuvre de programmes de développement. En pratique, il s'agit d'une logique de « sous-traitance » du volet responsabilité sociale d'entreprise (RSE) à une ONG. Dans le cadre de ce programme, une entreprise minière peut solliciter des fonds du gouvernement fédéral pour financer des projets sociaux (construction d'école, de structures de santé) pouvant améliorer les conditions d'existence des communautés vivant près des sites d'extraction. La réalisation de ces programmes sociaux pourra ainsi être confiée à une ONG canadienne de coopération internationale. La nouveauté de cette politique, qui a ulcéré certains protagonistes de l'aide au développement, était que dorénavant des entreprises pouvaient prétendre à des programmes publics pour dérouler des actions de développement outre-mer, au même titre que des ONG dont il s'agit de la vocation principale.

La « confessionnalisation » de l'aide et le « virage minier » représentent une rupture totale dans les politiques et les pratiques du gouvernement canadien en matière d'aide internationale. Ces changements ont été effectués dans un contexte de refonte du statut et des missions de l'ACDI. Ce qui est de nature à mettre en relief un asservissement de l'aide au développement aux objectifs de la politique étrangère et aux intérêts économiques du Canada en congruence avec l'idéologie conservatrice de Stephen Harper désireux de sortir le pays de sa « torpeur diplomatique », de son statut de « nain diplomatique » et de son confinement dans le rôle de « pacificateur » et de « soldat de la paix » (MORIN ET ROUSSEL 2014 ; MASSIE 2011).

Tableau 3 : Vue synoptique sur quelques décisions majeures en matière d'aide au développement et dans les relations entre le Canada et l'Afrique, depuis l'obtention de la majorité parlementaire par Stephen Harper en 2011

Année	Décisions majeures
2011	Coupures dans les subventions aux organismes canadiens de coopération internationale (par exemple, la Coalition des organismes de coopération internationale CCCI) Fermeture de Droits et Démocratie, organisme voué à la promotion des droits de la personne dans le monde Virage minier dans la stratégie canadienne de développement international Crise financière pour les ONG canadiennes, surtout les ONG à caractère régional et aux capacités limitées Arrêt de programmes de développement outre-mer surtout en Afrique faute de financement Fermeture d'ambassades canadiennes en Afrique
2012	Fermeture du bureau régional pour l'Afrique du centre et de l'Ouest du Centre international de développement international (CRDI) à Dakar Création d'un bureau de la liberté religieuse Fermeture du Centre international pour les droits humains et le développement de la démocratie Reformulation du programme de soutien aux femmes victimes de violence sexuelle Systématisation du soutien inconditionnel à Israël Hausse du budget consacré à la protection et à la promotion de la liberté religieuse

	<p>1^{ère} visite Stephen Harper en Afrique subsaharienne avec un court séjour au Sénégal et sa participation au sommet de la francophonie à Kinshasa (République démocratique du Congo)</p> <p>Baisse du budget de l'aide canadienne au développement</p> <p>Efforts dans la santé des mères et des enfants ainsi que dans la sécurité alimentaire</p>
2013	<p>ACDI transférée au Ministère des Affaires étrangères pour former le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD)</p> <p>Critères de sélection plus élevés pour l'accès aux financements pour les OCI</p> <p>Procédures plus complexes et compétition plus serrée aux financements publics pour les OCI</p> <p>Objectif du gouvernement canadien d'être le « chef de file » dans la lutte contre la santé de la mère et des enfants</p> <p>Accent mis sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme</p>

Tableau d'après GRUDA (2013), MAECD (2014) et GOYETTE (2014)

Nouveaux enjeux et tendances récentes dans les relations entre le Canada et l'Afrique sous Harper

Au cours de ses neuf années d'exercice du pouvoir, la perception de Stephen Harper des pays d'Afrique a-t-elle changé ? Si ses adversaires blâment sa méconnaissance de ce continent et sa faible maîtrise des enjeux de la présence canadienne en Afrique, après presque une décennie à la tête du Canada et après deux séjours sur le continent, le processus d'abandon de l'Afrique que d'aucuns pouvaient décrypter derrière les choix diplomatiques faits par son gouvernement, mérite d'être relativisé.

Parmi les derniers premiers ministres canadiens, Harper paraît le plus ancré dans ses valeurs religieuses au point que ses choix politiques et diplomatiques semblent en être influencés, comme peut l'attester son appui inconditionnel à Israël. Certains choix faits en faveur de l'aide au développement de l'Afrique peuvent être lus sous l'angle de la « compassion et la charité » (SEGAL 2006 ; BOILY 2007). C'est d'ailleurs pour cela que depuis son arrivée au pouvoir, Stephen Harper s'est trouvé un cheval de bataille dans le vaste chantier de la lutte contre la pauvreté en Afrique. Il s'agit du défi de la santé de la mère, du nouveau-né et des enfants et celui de l'avenir des jeunes dans les pays

d'Afrique et particulièrement au Bénin, au Nigeria, au Malawi, au Burkina Faso, au Mali, au Mozambique, au Sénégal, en Sierra Leone, au Soudan du Sud, en Tanzanie et en Ouganda (MAECD 2015).

Malgré la réduction de l'enveloppe de l'aide internationale, le gouvernement fédéral continue de consacrer d'importants financements à la santé maternelle et infantile. Certes, il s'agit d'un défi de taille dans la plupart des pays africains, mais jamais un premier ministre ne s'est autant investi pour cet enjeu de développement que Stephen Harper. Ce dernier profite de chaque tribune, comme lors de son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2014 ou de ses rares séjours en Afrique pour rappeler l'urgence d'agir pour freiner les conséquences désastreuses de ce fléau, mais également pour démontrer combien le Canada a un rôle de chef de file dans ce domaine (MAECD 2014). Ainsi son allocution, lors du dernier sommet de la francophonie en novembre 2014 à Dakar, a quasiment été entièrement consacrée à un appel à une mobilisation mondiale en faveur de la santé des mères et des enfants et à lutter vigoureusement contre les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés (MAECD 2015). La tenue à Toronto en mai 2014 d'un sommet mondial présidé par Harper sur « Sauvons chaque femme, chaque enfant : un objectif à notre portée » illustre son engagement sur cette question. À cette occasion, il a annoncé que le Canada consacrerait 3,5 milliards de dollars à la santé maternelle, néonatale et infantile entre 2015 et 2020 (MAECD 2015). De même, lors de la 3^{ème} Conférence sur le financement du développement organisée en juillet 2015 à Addis-Abeba (Ethiopie), le ministre du Développement international et de la Francophonie, Christian Paradis, a réitéré les thèmes prioritaires du Canada dans ses actions de développement en Afrique : la sécurité alimentaire, la croissance économique durable, y compris dans le secteur extractif, ainsi que la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (MAECD 2015).

Il est démontré qu'un des éléments-clefs pouvant favoriser une meilleure santé des mères est l'accès, grâce aux services de santé, à la contraception et à l'avortement dans certaines circonstances. Or, sur ce plan, le gouvernement de Harper s'est distingué en 2010 par la coupure, puis le rétablissement – devant une avalanche de critiques –, des financements d'ONG œuvrant dans des programmes de régulation des naissances. Mais, le gouvernement Harper a confirmé lors du Sommet international sur la santé des mères et des nouveau-nés dans les pays en développement, en 2014 à Toronto, l'exclusion des financements de l'Initiative Muskoka, des projets portant sur l'avortement et sur la planification familiale.

La dernière visite d'Harper sur le continent à l'occasion du sommet de la francophonie en novembre 2014 à Dakar lui a permis de rappeler la nécessité de renforcer les liens économiques entre le Canada et les pays africains. Il peut s'agir ici d'un changement de cap récent semblant traduire un regain d'intérêt pour l'Afrique après plusieurs signes pouvant laisser croire à un abandon au profit d'une priorisation de l'Amérique latine et de l'Asie. On peut parler ici « d'un intérêt ciblé » par le type de pays privilégiés (dimension minière ou géostratégique) et le type d'opportunités d'investissement et de partenariats d'affaires (débouchés commerciaux, ressources naturelles, industries extractives). C'est pourquoi les investissements canadiens n'ont cessé de progresser même pendant les deux mandats de Harper. Minuscules, il y a 20 ans, ils sont estimés aujourd'hui à près de 26 milliards de dollars (EDC, 2012). Certes, la part de l'Afrique dans le marché des exportations canadiennes demeure marginale (4%) mais le volume d'affaires pour les échanges économiques ne cesse d'augmenter : près de 10 milliards de dollar en 2011, comparativement à 7,8 milliards en 2010 et 5,3 milliards en 2009 (EDC, 2012). Ces échanges sont surtout portés par le secteur des industries extractives (or, fer, bauxite). Plus récemment, le *Plan d'action sur les marchés mondiaux* lancé le 27 novembre 2013 par le gouvernement Harper qui décline sa nouvelle stratégie d'expansion économique et de conquête de marchés à l'échelle mondiale, inclut 13 pays africains¹⁰. Ce qui confirme la vision utilitariste du continent comme opportunités d'affaire et comme un espace d'investissement pour le Canada.

Conclusion

Les années Harper peuvent être résumées en trois priorités : (1) l'économie (soutien sans faille aux entreprises privées, aux industries pétrolière et minière) ; (2) la géopolitique (rôle militaire et géostratégique plus affirmé pour le Canada, « l'assujettissement » de l'aide au développement aux objectifs de politique extérieure, la centralité de la question sécuritaire et de la lutte contre le terrorisme) et (3) l'obsession de la loi et de l'ordre (MORIN ET ROUSSEL 2014; BORDELEAU-ROY 2013). Les trois priorités de Harper se retrouvent dans les relations entre le Canada et les pays d'Afrique subsaharienne. Après un

¹⁰ Il s'agit du Cameroun, de l'Afrique du Sud, de Madagascar, du Nigeria, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Sénégal, du Ghana, de la Tanzanie, du Maroc et de la Tunisie. On peut noter que cette liste inclut des pays de concentration de l'aide canadienne (Sénégal, Ghana, Tanzanie, Mali, Bénin) et d'autres présentant des opportunités économiques importantes pour les entreprises canadiennes (Afrique du Sud, Maroc, Tunisie et Afrique du Sud, Côte d'Ivoire).

début de mandat marqué par la méconnaissance (2006-2009), on a observé, par la suite, surtout à partir de 2010, une implication plus affirmée du gouvernement Harper sur les questions de développement, à travers un engagement très marqué surtout sur le thème de la santé maternelle et infantile. La dimension géopolitique se retrouve dans la volonté de Stephen Harper d'ouvrir deux bases militaires sur le continent dans un proche avenir. Deux capitales ont été ciblées pour ce faire : Dakar et Nairobi. Les négociations sont toujours en cours¹¹. L'ouverture de ces bases s'inscrit dans une nouvelle approche promue par le gouvernement Harper qui consiste à utiliser l'armée comme outil de politique étrangère. Elle faciliterait un déploiement plus rapide et plus flexible de l'armée canadienne lors d'interventions militaires ou de catastrophes naturelles (transport de troupes ou de matériel, ravitaillement). L'ouverture de bases militaires canadienne à l'étranger ne fait que mettre en lumière le changement radical de la politique étrangère du Canada sous Harper. Si ce projet arrive à terme, il ne fera que mettre davantage en lumière les résultats de l'entreprise de redéfinition de l'image du Canada par Stephen Harper en interne ou à l'étranger.

Aujourd'hui, l'établissement de liens commerciaux plus intenses entre le Canada et les pays d'Afrique subsaharienne reste un objectif prioritaire de la politique étrangère canadienne (MAECD 2015). Cette approche vient se surajouter à la dimension sécuritaire notamment à travers la lutte contre le terrorisme et l'engagement plus marqué sur le plan militaire, sur les théâtres d'opération à l'échelle internationale (Lybie, Irak, Ukraine). Mais cet empressement à s'impliquer dans la lutte contre le terrorisme islamiste est à géométrie variable car, malgré les sollicitations de l'Union africaine, le Canada a décliné tout engagement militaire au Mali confronté au terrorisme depuis 2012 alors qu'il a mobilisé des moyens militaires importants pour intervenir dans d'autres contextes qui lui permettent sans doute d'avoir une visibilité plus importante et un prestige militaire plus élevé. Ce qui offre l'occasion à Stephen Harper, de mettre en application, sa nouvelle diplomatie plus « offensive » devant permettre au Canada de passer du statut de « puissance moyenne » à celui de « puissance prépondérante », c'est-à-dire selon la vision de Harper, « un guerrier courageux, un voisin compatissant et un partenaire de confiance ».

¹¹ Pour plus de détails sur ce projet, voir Ameth Lo, 2011, « Projet de base militaire canadienne au Sénégal : enjeux et perspectives », Pambazuka News, numéro 203 <http://www.pambazuka.net/fr/category.php/features/75911> consulté en mai 2015 ainsi que <http://www.ledevoir.com/politique/canada/324605/l-armee-ouvrira-de-nouvelles-bases-a-l-etranger> consulté en avril 2015.

En définitive, en tant que Premier ministre, Harper n'a pas systématisé une réflexion ni une vision globale en termes de politique canadienne en Afrique ou de vision sur la nature des relations entre les pays africains et le Canada.

Références bibliographiques

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL CANADA (2005), *Énoncé de politique internationale du Canada – Fierté et influence : notre rôle dans le monde*, En ligne, <http://geo.international.gc.ca/cip-pic/ips/overview-fr.aspx>. Consulté en mai 2015.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT CANADA (2015), *Le Canada et l'Afrique subsaharienne*, en ligne, http://www.international.gc.ca/ss-africa-afrique-ss/support_dev.aspx?lang=fra. Consulté en mai 2015.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT CANADA (2014), *Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada — 2013-2014*, en ligne, http://www.international.gc.ca/development-developpement/dev-results-resultats/reports-rapports/oda_report-rapport_ado-13-14.aspx?lang=fra. Consulté en mai 2015.

AQOCI (2006), *La Coopération internationale canadienne depuis 1985. Tendances et perspectives*, Montréal, AQOCI.

AUDET François et NAVARRO-FLORES Olga, (2014a), “Virage dans la gestion de l'aide canadienne publique au développement: tensions et dynamiques d'une nouvelle idéologie,” *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 20, no. 1 (2014), p. 61–72.

AUDET F. et NAVARRO-FLORES O. (2014b), “The Management of Canadian Development Assistance: Ideology, Electoral Politics or Public Interest?”, BROWN Stephen, Molly den HEYER, David R. BLACK, éd., *Rethinking Canadian Aid*, Ottawa, University of Ottawa Press, p. 180-192.

AUDET, F., Francis PAQUETTE, and Stéfanie BERGERON (2013), “Religious Nongovernmental Organisations and Canadian International Aid,

2001–2010: A Preliminary Study.” *Canadian Journal of Development Studies*, vol. 34, no. 2: 291–320.

AUDET, François, Marie-Eve DESROSIERS, and Stéphane ROUSSEL, eds. (2008), *L'aide canadienne au développement: bilan, défis et perspectives*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

BEAUDETP. (2009), *Qui aide qui ? Une brève histoire de la solidarité internationale au Québec*, Montréal, Éditions Boréal, 208 p.

BLACK R. (2014), “Humane Internationalism and the Malaise of Canadian Aid Policy”, Brown et al. (eds.) *Rethinking Canadian Aid*, Ottawa, University of Ottawa Press, p. 17-33.

BOILY Frédéric, ed. (2007), *Stephen Harper. De l'École de Calgary au Parti conservateur. Les nouveaux visages du conservatisme canadien*, Québec, Presses de l'Université Laval, 148 p.

BORDELEAU-ROY Anne-Sophie (2013), *Les valeurs dans la politique étrangère du gouvernement conservateur de Stephen Harper : entre cohérence et intérêts économiques*, mémoire de maîtrise, Institut québécois des relations internationales, Université Laval, 76 p.

BROWN S. (2008), « Les agences nationales de développement et l'aide bilatérale », pp. 119-138 in BEAUDET, P., J. SCHAFER et P. HASLAM (eds.), *Introduction au développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 517 p.

BROWN Stephen, Molly den HEYER, David R. BLACK, éd. (2014), *Rethinking Canadian Aid*, Ottawa, University of Ottawa Press.

BROWN, Chris, and Edward T. JACKSON (2009), “Could the Senate be Right? Should CIDA be Abolished ?.” In Allan M. MASLOVE, ed. *How Ottawa Spends, 2009–2010: Economic Upheaval and Political Dysfunction*. Montreal: McGill–Queen’s University Press, 2009: 151–74.

CAMPBELL B. (2015), « Repenser le pouvoir, l'aide et le développement », *Chroniques de l'Observatoire sur la coopération internationale*, 6 p. en ligne http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/rethinking_canadian_aid_campbell.pdf. Consulté en mai 2015.

CANADA gouvernement (2008), *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*, en ligne, <http://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/O-2.8.pdf>. Consulté en mai 2015.

COMITE PERMANENT DU SENAT SUR LES AFFAIRES ETRANGERES ET LE COMMERCE INTERNATIONAL (2007), *Overcoming 40 Years of Failure : A New Road Map for Sub-Saharan Africa*, en ligne, www.senate-senat.ca/foraffetrang.asp. Consulté en mai 2015.

DESCÔTEAUX B (2012), « Le Canada et l'Afrique. Le réveil de Harper », *Le Devoir*, 10 octobre, en ligne, www.ledevoir.com. Consulté en mai 2015.

EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA, (2012), *L'Afrique, des opportunités d'investissement pour les entreprises canadiennes*, en ligne, www.edc.ca. Consulté en mai 2015.

GOODY A. (2009), *Le développement international. Le débat sur l'efficacité de l'aide*. Ottawa, Service d'information et de recherche parlementaires.

GOYETTE G. (2014), "Charity Begins at Home: the extractive sector as an illustration of changes and continuities in the new de facto Canadian aid policy", BROWN Stephen, Molly den HEYER, David R. BLACK, éd. (2014), *Rethinking Canadian Aid*, Ottawa, University of Ottawa Press, p. 259-275.

GOYETTE, G. (2008), « Le déliement de l'aide au développement canadienne », *Les cahiers de la Chaire C.-A. Poissant*, no. 2008-01. Montréal: Université du Québec à Montréal.

GOYETTE, G. (2011). « Les transformations de l'aide canadienne : quelle efficacité pour quel développement ? », *Techniques financières et développement*, no. 105, décembre 2011, p. 71-85.

GRUDA A. (2013), « Harper et le virage religieux de l'ACDI », *La Presse*, 14 janvier, en ligne, www.lapresse.ca. Consulté en mai 2015.

KANINDA-MUANA Jean-Bruno Mukanya, ed. (2012), *Les relations entre le Canada, le Québec et l'Afrique depuis 1960 : esquisse de bilan et de perspectives*, Paris, L'Harmattan, 202 p.

MARCLAY, Eric (2008), « Le virage vers les questions de sécurité de l'aide publique au développement ». In François AUDET, Marie-Eve DESROSIERS, et Stéphane ROUSSEL, eds. *L'aide canadienne au développement*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal: 241–61.

MARISSAL V. (2013), « Dieu, business, pétrole », *La Presse*, 14 janvier, en ligne, www.lapresse.ca.

MASSIE, Justin et ROUSSEL Stéphanie (2008), « Au service de l'unité : Le rôle des mythes en politique étrangère canadienne », *Canadian Foreign Policy Journal*, vol 14, no 2, pp. 67-93

MASSIE, Justin (2011), *Un Enoncé conservateur de politique étrangère*, Center for International Policy Studies. En ligne, <http://cips.uottawa.ca/un-annonce-conservateur-de-politique-etrangere>. Consulté en mai 2015.

MORIN David et Stéphane ROUSSEL (2014), « Autopsie de la politique étrangère de Stephen Harper: un examen préliminaire », *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 20, num. 1, p. 1-8.

SEGAL, Hugh (2006), « Compassion, Realism, Engagement and focus », in *Canada among Nations*, sous la direction d'Andrew Cooper, McGill-Queen's University Press, Montréal, 2006, p. 27-33

SIMPSON E. (2005), *Le programme de sécurité de l'après 11 septembre et la politique étrangère canadienne: Conséquence pour le Sud Mondial ?* Ottawa, CCCI, En ligne, http://www.ccci.ca/f/docs/002_peace_2005-06_post_911_background_paper.pdf. Consulté en mai 2005.

THEDE, N. (2013), « Le virage de l'aide publique au développement : quelles conséquences pour la solidarité ? », *Vie économique*, vol. 5, num. 1, p.1-8.

TOMLINSON B. (2008), « L'Agence canadienne de développement international. Bilan et perspectives », pp. 45-79 in AUDET, F., M-E. Desrosiers et S. Roussel (sous la dir. de), *L'aide canadienne au développement*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 360 p.